

DISCOURS MOTION DE CENSURE

Seul le prononcé fait foi

Madame la présidente,
Mes chers collègues,

Monsieur le Premier Ministre,
Jamais, je n'aurais dû me tenir devant vous aujourd'hui pour défendre cette Motion de censure que je porte au nom de toute la gauche et les écologistes.

Jamais, Monsieur le Premier ministre, vous n'auriez dû vous tenir devant moi et siéger sur ces bancs avec un gouvernement, qui, lui non plus, n'aurait jamais dû être nommé.

Il est de bon ton, depuis votre nomination de faire « comme si ». Comme si le 7 juillet n'avait jamais existé. Comme si, les droites, libérale et conservatrice, avaient gagné ces élections législatives et se retrouvaient naturellement à la tête du pays.

Vous ne pouvez ignorer la violence de ce détournement démocratique, la violence de l'offense faite au peuple français. Le 7 juillet, c'est le front populaire qui est arrivé en tête. Deux mois plus tard, c'est un premier ministre issu d'un parti laminé et un gouvernement issu d'un parti rejeté par trois fois en un mois, qui sont à la tête du pays, et comble de tout, ce gouvernement est placé sous la tutelle de l'extrême droite alors que deux tiers des Français sont venus lui faire barrage !

Je vous le demande sans détour monsieur le premier ministre : si nous ne parlions pas de vous, et si nous étions dans un autre pays que la France, comment qualifieriez-vous votre propre nomination ?

Vous seriez le premier à dénoncer un hold-up électoral, et sans doute à décrire un régime illibéral.

Dans tous mes déplacements, je rencontre nos concitoyens souvent en colère, écœurés. Tous affligés que le chef de l'État ait pu trahir, sans trembler, leur vote et la tradition républicaine.

Le plus dramatique de cette histoire, c'est que nombre d'entre eux disent ne plus vouloir voter lors des prochains scrutins. « *Monsieur le député, on manifeste, ça ne sert à rien. On vote ça ne sert à rien, la prochaine fois on ne viendra pas* ».

Chers Collègues, est-ce là le sens de notre engagement collectif pour la démocratie ?

Écoutez ces quelques mots de Victor Hugo nous rappelant la mystique du vote. Je le cite : « regardez l'ouvrier qui va au scrutin. Il y entre avec le front triste du prolétaire accablé ; il en sort avec le regard d'un souverain »

Mesdames et messieurs les représentants du peuple, le vote est le moyen de règlement pacifique des conflits. Si vous lui ôtez son caractère sacré, alors c'est tout l'édifice démocratique qui menace de s'écrouler.

Vous avez pris ce risque. Vous êtes donc désormais aux commandes du pays. A l'issue de cette séance vous le resterez puisque l'extrême droite a décidé d'assumer avec vous la continuité du macronisme.

L'extrême droite se range toujours du côté du capital contre le travail tout comme la droite française préfère le soutien du RN plutôt que la moindre concession au progrès social.

Dans deux jours vous nous présenterez votre projet de budget. Vous avez rappelé l'état catastrophique dans lequel vous avez découvert nos finances publiques. 1200 milliards de dette supplémentaire en sept ans ! Voilà votre héritage. La vérité apparaît donc au grand jour. Froide et tranchée. Vous avez appelé au redressement de nos comptes publics. Conscient de l'impossibilité d'annoncer une nouvelle saignée, vous avez annoncé votre volonté d'aller vers plus de justice fiscale. Vous avez même brisé ce tabou de sept ans sur la contribution des grandes fortunes.

Les années d'expérience vous ont conféré plus d'habileté que ne vous en prêtaient vos détracteurs. Mais l'habileté n'efface pas l'impuissance.

Vous venez d'inventer un budget Potemkine, en trompe-l'œil, présentant à l'avant-plan une justice fiscale destinée à masquer un arrière-plan plus sombre.

Ces 20 milliards demandés aux puissances de l'argent seront temporaires, « exceptionnels », avez-vous dit. Ainsi pour les plus riches ce seront 20 milliards mais seulement sur un an ! Il ne faudrait pas exagérer ! Pourtant la moitié de la dette Macron est liée aux cadeaux fiscaux des gouvernements Philippe, Castex, Borne et Attal !

Alors comment ferez-vous pour ramener le déficit public à 5% en 2025 ?

La supercherie est là. Derrière le paravent, la réalité est plus cruelle. Ce que les grandes fortunes et les grands groupes ne paieront pas, tous les autres le paieront ! Et ce ne sera ni « limité » ni « exceptionnel » !

- Les privés d'emploi subiront une nouvelle réforme de l'assurance chômage,
- Les retraités verront leurs pensions désindexées,
- Les malades auront un reste à charge de 4 euros pour une consultation médicale, alors que les franchises médicales ont déjà doublé cette année,
- La taxe sur l'électricité va augmenter.
- Tous nos services publics, éducation, hôpital, sécurité, seront impactés alors qu'ils sont déjà à bout de souffle.
- Toutes nos collectivités locales qui suppléent déjà si souvent les carences et les défaillances de l'État verront leurs budgets amputés.
- La politique de la ville n'a déjà plus de ministre, aura-t-elle encore un budget ?



Et que dire de tous les *Géo Trouvetout* de vos soutiens, qui rivalisent de créativité pour épargner les grandes fortunes en reportant l'effort sur les travailleurs en suggérant pêle-mêle : de toucher aux indemnités journalières, d'augmenter le nombre de jours de carences, de revenir sur les 35 heures, ou de supprimer un jour férié... **Qui faut-il croire ? Eux ou vous ?**

Et dans votre attelage baroque, dois-je encore ajouter le musée des horreurs de votre propre parti, parti qui suggère 50 milliards d'économies directement tiré du vestiaire de l'extrême-droite ? Fin de l'aide médicale d'État, coupes claires dans l'hébergement d'urgence et dans l'aide publique au développement...

Monsieur le Premier ministre, vous nous avez dit vouloir « faire beaucoup avec peu, en partant de presque rien » Dans les faits, vous voulez faire beaucoup avec les gens de peu et presque rien avec ceux qui ont tout

Personne ne vous demande de miracles, mais nous, nous réclamons la justice ! sociale et climatique !

Dès les prochaines heures nous porterons donc à votre connaissance d'autres propositions. Le montant global des 500 plus grandes fortunes françaises a doublé en sept ans ! L'indécence serait de laisser l'abîme se creuser entre l'insolente richesse générée par les superprofits et la précarité du grand nombre.

Vous avez appelé au compromis. Alors Chiche !

Vous avez contracté une dette démocratique en acceptant la fonction de Premier ministre alors que votre parti était arrivé en cinquième position. Vous avez un moyen de l'honorer en acceptant d'avancer sur la base de nos amendements. **Nous jugerons alors de votre sincérité ou si derrière vos professions de foi, il s'agit de se limiter à tout votre programme et rien que votre programme.**

Nos quatre présidents de groupe ont proposé une voie de compromis, texte par texte. Nous n'avons pas changé d'avis. Même si nous avons été privés de la possibilité légitime de gouverner, nous sommes ouverts à la constitution de majorités d'idées au sein même de cette assemblée, pour imposer des lois de progrès.

En l'absence de vrais compromis avec la gauche, vous ne demeurerez à Matignon que par le consentement de l'extrême droite à laquelle vous devrez donner des gages. Votre ministre de l'Intérieur a déjà fait ce choix et il multiplie les déclarations pour complaire au RN, passant du Front Républicain à l'affront républicain. En légitimant chaque jour l'extrême droite, votre gouvernement finira par n'être qu'un simple ascenseur pour l'échafaud.

Le Front républicain n'est certes pas un programme commun. Mais il crée - a minima - pour ceux qui ont la République en héritage, une obligation commune. Celle de répondre à ces millions de femmes et d'hommes qui n'ont que leur travail pour vivre et qui en vivent si mal. Tous ces gens qui se voient un « avenir confisqué » pour reprendre les mots du sociologue Nicolas Duvoux. Tous ces concitoyens qui n'arrivent plus à se projeter dans l'avenir. Incapacité très concrète, faite de privations, d'absence d'options, ou encore de mépris.

Que feriez-vous avec le SMIC ? Vous n'avez accordé pour solde de tout compte que 28 euros pour les seuls mois de novembre et décembre.

Ce n'est pas la France qu'il faut rendre aux Français ils ne l'ont jamais perdue. C'est un avenir qu'il faut leur rendre !

C'est une vie digne qu'il faut leur ouvrir ! en métropole comme outremer !

La vie digne d'un travail qui paie,

La vie digne pour des étudiants qui ne mendient plus leurs repas,

La vie digne dans un logement décent,

La vie digne avec une retraite en bonne santé,

Une vie digne qui permette de sémanciper de sa condition, de rêver d'une vie meilleure pour ses enfants, de sortir de toute assignation de genre, d'origine, de religion, de quartier ou de village.

Votre gouvernement porte en lui les germes d'une contre-révolution conservatrice. Alors ce que je suis venu vous dire est clair, nous resterons fidèles aux combats passés des Français. Fidèles à leurs luttes pour les droits humains, pour la liberté d'expression, pour le droit de grève, de manifestation, le droit à la sécurité sociale, à l'éducation, au logement, à la retraite, les droits environnementaux, à l'égalité femmes-hommes, les droits reproductifs, les droits des minorités, la lutte contre les discriminations, le racisme et l'antisémitisme, le droit des étrangers, ...

Ces combats sont ceux de la gauche depuis plus d'un siècle. Ces droits il a fallu les arracher et nous les défendrons pied à pied !

Le moment est historique. Il appelle des tempéraments et des lignes fortes, pour redonner un horizon, un esprit, un élan, et une joie à notre pays qui a soif de fraternité et de victoires partagées. C'est pourquoi les Français ont choisi le Front populaire et le Front républicain. Vous avez choisi de n'incarner ni l'un ni l'autre,

Pour toutes ces raisons, Monsieur le Premier ministre, j'ai l'honneur de demander la censure de votre gouvernement.

Olivier FAURE,
Premier secrétaire du Parti socialiste